

Notice pour le site internet

Entre 1939 et 1940, des réfugiés espagnols de la guerre civile d'Espagne, ont séjourné et travaillé à Pontis dans la 93^{ème} CTE. C'est à travers un bref résumé historique, que nous allons retracer le parcours de ces hommes et ainsi témoigner de leur passage dans la Vallée de l'Ubaye.

Rappel historique

Les réfugiés espagnols de la "Retirada"

La Guerre civile espagnole, qui opposa républicains et nationalistes, débuta en 1936 et s'acheva par la défaite du camp républicain en avril 1939. Elle entraîna des déplacements importants de population, soit quelques 450 000 réfugiés, des soldats et miliciens républicains en déroute et des civils. Paris jusqu'au 27 janvier 1939 avait "entrebâillé" la frontière. Le 28 du même mois, il est décidé, devant l'avancé rapide des troupes franquistes, et face à la pression matérielle et morale de l'immense masse de migrants qui piétine dans l'hiver, d'ouvrir les frontières.

Les camps de concentration

Face à cet afflux anticipé, mais sous-estimé, les autorités françaises mirent en place des camps de fortune sur les plages du Roussillon. Le temps de l'urgence passé, le ministère de l'Intérieur, eu pour objectif de séparer les femmes, les enfants et les vieillards des hommes valides ou des combattants en déroute. Il fallut ensuite établir après identification, des papiers provisoires et surveiller l'état de santé des réfugiés. Cependant la préoccupation majeure du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut n'était pas la santé mais bien la sécurité : il fallait éviter les contagions politiques plus encore que sanitaires... Les hommes furent donc parqués, dans un premier temps, dans le camps de concentration d'Argelès vite surpeuplé, malsain et démuné équipement.

Le transfert des réfugiés dans les départements français

Le tri brutal et rudimentaire avait entraîné la grande dislocation de milliers de familles qui avaient jusqu'alors lutté désespérément pour rester unies dans l'exode. Femmes, enfants et personnes âgées sont chargés dès que possible dans des "convois" : qui sont en réalité des trains spéciaux avec escortes de gendarmes. Entre 170 000 et 180 000 femmes, enfants et vieillards entrés en France depuis le 28 janvier sont ainsi envoyés dans 70 des 89 départements du pays dont les Alpes de Haute Provence. Ce dernier a gardé en archives, un fond particulièrement riche et expressif sur cette irruption massive des "convois" ferroviaires dans les préfectures. Ainsi ce furent 2 149 réfugiés qui arrivèrent à la gare de Digne en deux convois, les 2 et 10 février 1939. Le préfet Émile Babillot, prévenu seulement la veille par télégramme, doit répondre aux injonctions des circulaires du ministère de l'Intérieur : mesures sanitaires à prendre, identification et établissement de "laissez-passé" provisoires (signalement et empreintes générales), enlèvement éventuel des armes, interdiction éventuels du "négoce" d'objets... Mais aussi et surtout loger et nourrir les réfugiés dès leur arrivé.

L'arrivé dans les communes d'accueil

En ce début du mois de février 1939, les préfets ont donc dû solliciter tous les maires des communes de leur département, même les plus modestes, lointaines et enclavées pour qu'ils y créent des centres d'hébergement des réfugiés. Le préfet des Alpes de Haute Provence, lui a du installer "ses" réfugiés (2 149 personnes) dans un département pauvre et dépeuplé et dans 47 centres, parmi lesquels Le Lauzet en Ubaye. La répartition des villages et bourgs accueillant les réfugiés dépendait de la bonne volonté, de l'empressement des maires, de l'importance de l'agglomération, de la présence organisatrice d'une sous-préfecture (relais de l'autorité préfectorale) et de l'existence de bâtiments importants utilisables où des groupes relativement conséquents étaient faciles à surveiller et à gérer. Le plus gros centre d'accueil des Alpes de Haute Provence se trouve à peu de kilomètres de Sisteron à Castel-Bevons. Une proportion très importante des réfugiés fut logée par petits groupes de 10 à 20 ou 25 personnes dans les villages.

La vie quotidienne des Espagnols dans "leur" village, durant cette période, était une vie d'assistés dépendants et d'assignés à résidence que l'on surveillait (le "laissez-passer", dont ils disposaient, était provisoire mensuellement renouvelable, valable pour le seul département ou même pour une seule localité). La préfecture allouait des allocations aux mairies au prorata du nombre de réfugiés.

Les réfugiés dans les villages

Une fois installés dans les communes d'accueil, les réfugiés durent affronter de nouvelles difficultés. Il fallait retrouver les autres membres dispersés de la famille, assurer la nourriture et le coucher quotidiens. Ils étaient, dans un premier temps, assistés de l'État français à travers les maires, les municipalités et les indemnités versées par les préfectures. Il fallait aussi entrer en contact avec les habitants - sans parler la langue! -, trouver ensuite rapidement du travail. En effet, avec l'entrée en guerre de la France le 3 septembre et l'immense effort militaire et économique à fournir, le ministère de l'intérieur envoya des injonctions pressantes aux préfets pour que les maires n'aient rapidement plus de crédits à réclamer "pour les réfugiés". De façon générale, les réfugiés reçurent des aides surtout les premiers mois et des secours de la part de grande associations nationales française, parmi lesquelles le "Comité pour l'aide aux populations civile de l'Espagne républicaine".

Le destin des hommes : aux camps de travail et aux chantiers

Dès la fin mars 1939, le gouvernement avait pensé utiliser ces hommes comme main-d'oeuvre utile ou même appoint comme auxiliaire militaire : "en orientant l'énergie des miliciens et des anciens soldats vers des activités productrices, on les détournerait d'une politisation redoutée". Par ailleurs il fallait favoriser les activités salariées dans les départements, pour les hommes encore séparés de leur famille, afin de rendre possible les regroupement familiaux. Une première manière de vider les camps et de diminuer la charge financière, était de placer les miliciens ou les soldats de l'armée régulière, comme travailleurs de l'armée française dans des "compagnies de travailleurs". Les CTE sont des unités comptant 250 hommes encadrés par des officiers français et destinées à effectuer des travaux à caractère stratégique ou d'intérêt général dans les zones frontalières ou dans des camps militaires de l'arrière. Les réfugiés ainsi employés reçoivent une petite allocation et parfois une prime de rendement. La guerre, privant l'agriculture des jeunes bras des mobilisés, va évidemment accélérer le processus d'intégration par le travail des réfugiés sortis de leur camp. L'organisation et le développement de ces camps et chantiers de travail permirent le rapprochement de beaucoup de familles séparées. Les travailleurs espagnols, consciencieux et durs au travail furent appréciés et s'intégrèrent bien dans la plupart des cas.

Pendant la guerre

À partir de la déclaration de guerre, plusieurs milliers d'anciens militaires espagnols s'engagent dans l'armée française et le ministère de la Défense met spécialement sur pied pour la durée de la guerre des régiments de marche de volontaires étrangers (RMVE), unités où les espagnols retrouvent d'autres réfugiés incorporés dans l'armée française. Après la défaite et l'armistice de juin 1940, certains poursuivront le combat dans les Forces Françaises Libres (lors de la libération de Paris en 1944, la première unité française à faire son entrée dans la capitale est une section espagnole) puis dans les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Ils seront nombreux aussi à s'engager dans la résistance (60 000 maquisards espagnols dans le Sud-Ouest en 1944)

Les années 1941 et 1942 furent les années des contacts renoués, des retrouvailles, du travail et de la première intégration. Ce furent aussi celles où on se lia de sympathie avec les compatriotes espagnols réfugiés de la région, et avec les Haut-Provençaux voisins et compagnons de travail dans les fréquentations locales qui préparaient la fraternisation des maquis.

Les CTE dans les Alpes de Haute Provence

Des "compagnies de travailleurs étrangers" (CTE) furent implantées en Ubaye entre 1939 et 1940, sous la direction de militaires français. Les réfugiés espagnols étaient affectés à des "tâches d'intérêt général" essentiellement la construction de routes "militaires" destinées à faciliter le ravitaillement des troupes postées à la frontière franco-italienne. Les témoignages sont tenus, ces campements et surtout leur oeuvre, "la route des Espagnols", ne sont plus connus que de quelques initiés. Pourtant nous avons, envers ces travailleurs réfugiés, un devoir de mémoire au nom de tous ceux, et ils sont nombreux, qui ont choisi ultérieurement de combattre l'ennemi commun et ont rejoint la résistance.

Nous savons, d'après un recensement, que cinq CTE furent cantonnées dans les Alpes de Haute Provence. Elles s'implantèrent de manière quasi exclusivement en Ubaye. Seule la Vallée de l'Ubaye, de par sa position frontière avec l'Italie et face au danger potentiel que représentait le régime de Mussolini, était susceptible d'accueillir des CTE. En fonction des impératifs stratégiques et de la masse de travaux à accomplir, le commandement déplaçait les camps.

- la 10^{ème} CTE du Parpaillon
- la 89^{ème} CTE à Barcelonette
- la 92^{ème} CTE dans la vallée de l'Ubaye (sans précision)
- la 95^{ème} en Ubaye (séjour de manière provisoire)
- la 93^{ème} CTE dans le secteur de Pontis

La 93^{ème} CTE à Pontis

Dans le secteur du Sauze d'Ubaye et de Pontis, le 93^{ème} camp de travailleurs espagnols était sous le commandement du Capitaine Laurencin. C'est à partir d'Ubaye (village noyé suite à la construction du barrage de Serre-Ponçon) en passant par les communes du Sauze du Lac et de Pontis qu'une route a été construite en partie par ces travailleurs espagnols et terminée après la guerre par les Ponts et Chaussées. Il y avait tout un réseau de chemins de fer à voie étroite sur lequel circulaient des wagonnets chargés de pierres, et poussés par les travailleurs espagnols, sous la surveillance des Ponts et Chaussées des Alpes de Haute Provence. Actuellement, il ne reste du camp de la 93^{ème} CTE qu'un terrain plat où l'on cultive du blé. Au dessus se trouve encore la citerne d'eau qui permettait d'alimenter le campement. Depuis Pontis on a pu situer le cheminement des wagonnets dont les voies passaient au milieu des champs.

Bibliographie :

- J. & G. LESUEUR, *Les travailleurs espagnols en Ubaye 1939-1940*, Sabeça de la Valéria, 2011
- Ouvrage collectif, *"La Sorbière" Réfugiés Piémontais et Espagnols en Haute Provence*, Alpes de Lumière n° 151, 2005